

Sommaire

CEEAC

Mme Fatima Acyl chez Ali Bongo Ondimba p3

Promotion des PME et de l'artisanat

Le ministre joue l'ouverture p4

Investissements

Les EAU intéressés par le sous-sol gabonais p5

Gabon numérique

Veolia et Vivendi s'allient p6

Energie

Les Russes veulent miser sur le Gabon p7



**Secteur
extractif** p.2

**Les lois
doivent
être
révisées**

Secteur extractif

Les lois doivent être révisées

Publié le 14 mai 2017
www.ledefigabon.com



2



L'attractivité et la réactualisation du code minier sont autant d'avantages qui réduisent les risques et facilitent les affaires entre les partenaires. D'après le président Ali Bongo Ondimba, adapter les codes minier, pétrolier et forestier, permet de répondre efficacement aux fluctuations récurrentes des cours internationaux des matières premières.

L'agence Ecofin qui a rappelé que le chef de l'Etat gabonais a laissé entendre, lors de l'inauguration de l'usine de manganèse de Nouvelle Gabon Mining, le 8 mai dernier,

à Franceville dans la province du Haut-Ogooue, que la réalisation des projets miniers et pétroliers résulte d'un partenariat dont la réussite repose sur la surface financière des investisseurs, l'expertise technique ainsi que la capacité à adapter les initiatives étatiques à la conjoncture, notamment à la vérité des cours mondiaux des matières premières.

Aussi, le président de la République a-t-il projeté de réviser le code pétrolier actuel, afin de l'adapter à la crise qui secoue le secteur. «Le Code minier ou le Code forestier ou encore le Code pétrolier doivent être attractifs. Ces Codes-là doivent être revus à peu près tous les 10 ans, pour les réadapter à l'évolution du marché. Un code, d'il y a 15 ans, ne répond plus à aujourd'hui.», a expliqué Ali Bongo Ondimba.

Il a ajouté en précisant que la réalité actuelle du marché est incomparable à celle d'il y a quelques années : «Sur le pétrole par exemple, le baril était à 100 dollars, il y a quelques années. Il ne l'est plus aujourd'hui. Ce qui veut dire que les conditions sont différentes. Cela demande une adaptation perpétuelle de nos services pour coller au marché, être les plus attractifs».

CEEAC

Mme Fatima Acyl chez Ali Bongo Ondimba

Publié le 20 mai 2017
www.ledefigabon.com

Selon l'agence AGP, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience, jeudi, la vice-présidente de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Mme Fatima Acyl.

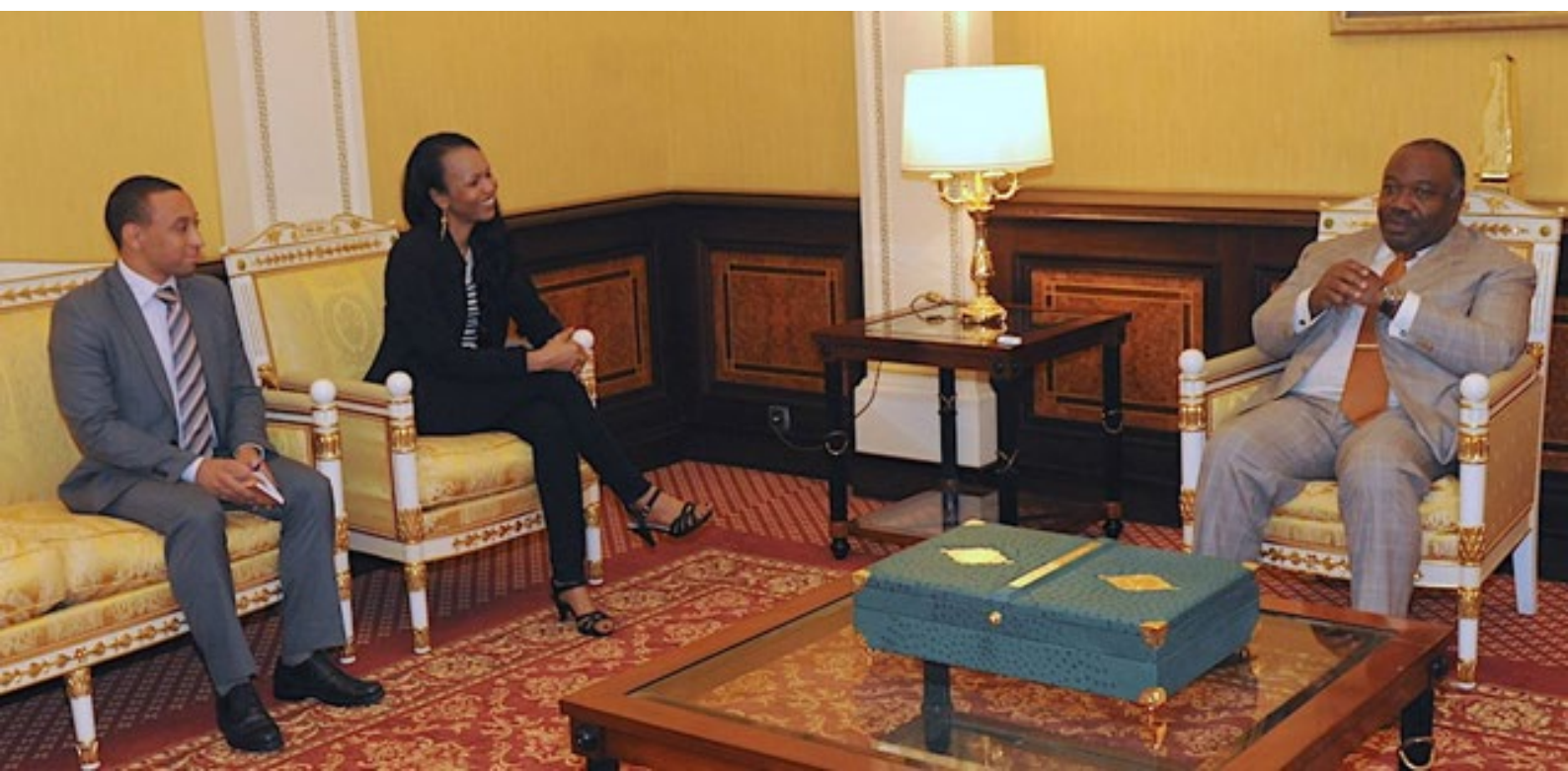
« Au cours de cet entretien, la vice-présidente de la Commission de la CEMAC s'est entretenue avec le chef de l'Etat sur un cer-

tain nombre de points notamment la zone de libre-échange continentale, la libre circulation des personnes et des biens ainsi que l'intégration économique et sous régionale », a indiqué un communiqué de la direction de la communication présidentielle.

En sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ali Bongo Ondimba a donné des directives claires et des orientations sur la nécessité pour les Etats africains de diversifier leurs économies.

Une politique de diversification qui doit passer, comme c'est le cas dans notre pays, par la transformation locale des matières premières. Cette question est, par ailleurs, plus que jamais d'actualité compte tenu de la crise économique qui touche les pays de la sous-région, et qui est en partie due à la chute du prix du baril de pétrole.

En poste depuis le mois de mars dernier, Mme Fatima Acyl, seconde le professeur Daniel Ona Ondo qui a été porté à la tête de la Commission de la CEMAC, le 17 février dernier, de cette institution.





Promotion des PME et de l'artisanat

Le ministre joue l'ouverture

Publié le 17 mai 2017
www.ledefigabon.com

Dirigé par un jeune ministre, Biendi Maganga Mousavou, le département en charge des PME et de l'artisanat a choisi l'ouverture en multipliant la coopération avec les partenaires techniques et financiers.

Lors d'un entretien qu'il a eu avec un média audiovisuel panafricain, le membre du gouvernement a expliqué les stratégies et procédures que le Gabon compte mettre sur pied pour renforcer sa politique de diversification de l'économie, qui doit faire face à une conjoncture difficile.

Pour y arriver, il soutient qu'il est important de développer et maîtriser les métiers qui permettront de renforcer les compétences des Gabonais dans le domaine des mines, du bois ou encore des nouvelles technologies. Ce qui impose le renforcement de la

collaboration avec les partenaires.

Et on remarquera que le ministère a joint la parole à l'acte. Dernièrement, il a eu une seconde séance de travail avec la Banque Mondiale afin d'évaluer le programme d'appui aux PME. Cette rencontre a permis de confirmer l'intérêt des autorités gabonaises pour la création du Women Business Center et du Concours National du plan d'Affaires.

L'occasion a été également donnée de présenter d'autres projets tels que les incubateurs sectoriels qui permettront de renforcer l'innovation des jeunes et des moins jeunes dans les domaines à fort potentiel de croissance. L'objectif de ce programme d'appui de la Banque Mondiale, est l'amélioration de la productivité et la promotion des investissements au Gabon.

Le ministère prépare en outre la conférence des ministres de la CEEAC à Libreville, sur le thème de l'artisanat. Eveline Petrus Barry, Coordinatrice du système des Nations Unies au Gabon est venue échanger sur l'organisation de cet événement, prévu à partir du 30 mai et en marge duquel se tiendra également une table ronde des bailleurs de fonds.

Rappelons aussi que le Gabon lors de la manifestation Hub Africa Forum de Casablanca, a été invité à présenter la manière dont il appréhende la problématique du développement de l'Entrepreneuriat. Et Biendi Maganga Mousavou a profité de faire la promotion d'un dialogue publique – privé en recevant les acteurs clés de l'émergence entrepreneuriale du Maroc.

A signaler enfin que dans le cadre de la Conférence africaine de management, le ministre a insisté que nous devons capter au maximum l'attention de l'extérieur en attirant vers nous les expertises qui nous permettront de mieux nous structurer.

Investissements

Les EAU intéressés par le sous-sol gabonais

Publié le 17 mai 2017
www.ledefigabon.com



Des délégations des groupes Olymp et Abraaj des Emirats Arabes Unis ont été reçues récemment par le ministre gabonais des Mines, Christian Magnagna, à son cabinet à Libreville. Les deux groupes sont intéressés d'investir dans le secteur minier au Gabon et sont venus présenter tour à tour au membre du gouvernement leurs intentions.

A savoir que l'objectif actuel du gouvernement, conformément à la vision économique développée par le président Ali Bongo Ondimba, est aujourd'hui d'accroître la contribution du secteur minier au Produit intérieur brut (PIB) national afin de participer fortement à la relance et la diversification économique.

Dans ce cadre, il a été indiqué que l'intensification des Partenariats Publics Privés demeure la meilleure alternative pour y arriver. C'est dans ce sens que les délégations des groupes Olymp et Abraaj, respectivement conduites par Messieurs Mohamed Ali Ketari et Marc Mandaba, n'ont pas lésiné dans l'expression de l'intérêt qu'ils portent au sous-sol gabonais.

Le ministre Christian Magnagna a exprimé, pour sa part, sa satisfaction face à ces échanges « forts fructueux » relatifs aux différentes opportunités de collaborations entre le Gabon et les opérateurs les plus ambitieux des Emirats Arabes Unis.

Pour rappel, une délégation d'investisseurs des Emirats-Arabe-Unis, conduite par Son Altesse Royale le Prince Abdoullah Ahmed Bin Dasmal a déjà rencontré le ministre des Mines en mars dernier.

Introduite par Son Excellence Abdu Razzaq Guy Kambogo, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire Haut Représentant de la République Gabonaise près le Royaume du Maroc, la mission est venue pour lui manifester leur intérêt au secteur minier gabonais.

Le principal objet de cette rencontre était la recherche d'informations sur le secteur minier gabonais, en vue d'une prise de décision d'investissement dans les domaines de la recherche et de l'exploitation des minerais de fer et d'or mais aussi d'autres substances, conformément à la législation minière.



Gabon numérique

Veolia et Vivendi s'allient

Publié le 16 mai 2017
www.ledefigabon.com

Le projet de déploiement rapide d'un réseau Internet très haut débit aérien en fibre optique (FTTH) au Gabon se concrétise. Il fera l'objet d'un accord, ce 16 mai, entre la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et Canal+, appartenant respectivement à Veolia et au Groupe Vivendi Africa (GVA).

La première licence FTTH a été attribuée, le 11 janvier 2017, à GVA Gabon, par l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (Arcep). Les travaux de déploiement des équipements vont bientôt démarrer et permettre un accès plus démocratique et rapide à Internet sur l'étendue du territoire.

C'est en juillet 2016 que GVA Gabon, le ministère de l'eau et de l'énergie ainsi que la SEEG se sont accordés sur l'utilisation des infrastructures du réseau du concessionnaire de l'électricité en vue de l'accélération du raccordement des ménages et entreprises

au FTTH. Selon Ecofin, les premiers bénéficiaires des retombées de cette convention seront le ministère de l'eau et de l'énergie et la SEEG dont les installations seront raccordées au nouvel outil afin d'améliorer leurs performances.

Notons que les initiatives privées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication doivent s'inscrire dans la vision du Plan Gabon numérique qui vise à mettre la convergence technologique au service de l'économie, de la société et des populations. Le but étant de transformer durablement les modes de production, de pensée et d'être dans la société gabonaise. Ce plan est une des déclinaisons du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Ces dernières années, on a constaté la baisse des coûts de connexion à l'Internet qui connaît un taux de pénétration de 86% associé à un taux de pénétration du mobile de 190% qui vaut au Gabon d'être au tout premier rang des pays connectés d'Afrique. Un constat qui a poussé Veolia et Vivendi à développer un programme commun encore plus ambitieux en matière de qualité de services.

Energie

Les Russes veulent miser sur le Gabon



Publié le 16 mai 2017
www.ledefigabon.com

Le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Guy Bertrand Mapangou, et l'ambassadeur de Russie au Gabon, Dmitry Kourakov, ont échangé sur le potentiel hydroélectrique du pays, en fin de semaine dernière. Le diplomate russe a informé que des entreprises de son pays sont intéressées par le marché gabonais de l'énergie.

En suggérant l'implantation au Gabon de la société RusHydro, spécialisée dans la construction et la gestion de centrales hydroélectriques depuis 1993, Dmitry Kourakov ouvre ainsi une nouvelle page dans la diversification des partenaires du Gabon dans ce secteur.

D'après lui, le secteur hydroélectrique dispose de nombreux atouts dont peut bénéficier le Gabon, notamment en ce qui concerne la production des énergies renouvelables.

RusHydro est reconnue de par le monde pour

ses compétences dans la construction et le développement de l'hydroélectricité. Ce qui en fait le deuxième producteur mondial de ce type d'énergie.

A savoir en effet qu'à l'instar de la Russie, de nombreux pays s'intéressent au potentiel de développement énergétique du Gabon. C'est ainsi que dans le cadre de la concrétisation de la récente visite du Président Ali Bongo Ondimba en Chine, la responsable Afrique d'Exinbank est venu faire le point à Libreville de l'avancement du dossier relatif au financement de la construction des barrages de Fe2 et de l'impératrice.

Autre preuve de cet intérêt pour le secteur de l'énergie dans le pays, la dernière rencontre entre le Ministre d'État en charge de l'eau et de l'énergie et les responsables du groupe AKSA, leader turc en matière d'énergie. Cela a fait un an que les Turcs s'intéressent au Gabon et souhaitent y investir en construisant une centrale à gaz de 100mw et les lignes associées sur 150 km de Mbilangone à Ntoundou.



Sommet sur les infrastructures de l'AFC

Petrolin Group défend son projet

8

Publié le 16 mai 2017
www.ledefigabon.com

Une douzaine de projets d'infrastructures d'un montant cumulé estimé à 13 milliards \$, ont été présentés lundi 15 mai 2017, à l'ouverture du sommet sur les infrastructures de l'Africa Finance Corporation, qui se déroule à Abuja au Nigéria.

Ces différents projets soutenus par le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), la Coopération allemande pour le développement (GIZ) et des privés comme Black Lion Holdings et Petrolin Group, concernent une dizaine de pays du continent.

Un projet qui a particulièrement été mis en avant est celui de « l'épine Dorsale », un réseau d'infrastructures routières, aéroportuaires et ferroviaires, développé par Petrolin Group. Cette holding diversifiée africaine est présente dans le pétrole (exploration),

les médias, les infrastructures, le trading des produits pétroliers et les services.

Son président et fondateur, Samuel Dosso-Awouret, opérateur économique bien connu au Gabon, est revenu sur ce projet qui ambitionne de construire un chemin de fer long de près de 1050 kilomètres, et qui reliera le port de Cotonou au Bénin, à la capitale du Niger, Niamey. L'objectif étant de servir de voie d'évacuation, pour des produits pétroliers et miniers exploités aussi bien au Niger qu'au Nigéria, et aussi l'ensemble des pays qui seront sur la trajectoire.

Avec cette conférence, Andrew Alli, CEO de l'AFC veut marquer la dixième année de son institution en apportant des réponses effectives aux besoins de financement des projets d'infrastructures en Afrique. Selon un récent rapport des Nations Unies, l'Afrique a reçu à peine 3% des 2000 milliards \$ mobilisés pour les infrastructures dans le monde, or elle est le continent qui en a actuellement le plus besoin.